

Editorial

# Suisse : encore un effort pour mettre la machine politique bourgeoise helvétique en crise

vendredi 27 juin 2014, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juin 2014).

Dans un éditorial dans la *NZZ* du 7 juin dernier, René Zeller rédacteur-en-chef adjoint, responsable de la rubrique nationale de ce quotidien « de référence » de la bourgeoisie helvétique, dépeint un modèle politique suisse en crise. Notre système de gouvernement collégial et de concordance, arrimant les grandes formations politiques du pays au char gouvernemental, leur octroyant des responsabilités et leur imposant des compromis, formant ainsi le ballast permettant à l'Etat suisse de naviguer les eaux tumultueuses de sa « démocratie semi-directe », serait au point mort. La concordance serait en coma avancé.

Les « chantiers » dans lesquels le gouvernement s'est embarqué avec élan en 2011 seraient en panne... Rien ne va plus selon la *NZZ* : de Berset et sa « réforme » des retraites contestée à gauche, à Burkhalter avec sa quadrature du cercle européen et ses bilatérales compromises par l'initiative UDC, à Maurer dont le renouveau de l'armée a subi le crash des Gripen, en passant par les travaux d'Hercule de Widmer Schlumpf en matière fiscale, ou par le « tournant » énergétique de Leuthard, ainsi que les ambitions en matière d'accords de libre-échange de Burkhalter, sans parler de Simonetta Sommaruga empêtrée dans le suivi d'une série d'initiatives problématiques... le train des « réformes » serait sur voie de garage et la Suisse menacée quant à ses places dans les rankings de compétitivité.

L'éditorialiste s'en prend d'abord à l'UDC, qui menace de lancer une initiative pour appliquer... son initiative sur l'« immigration de masse », avec un Blocher qui conspu la parlotte du parlement pour s'engager « sur le terrain » pour un *Alleingang* helvétique. Il stigmatise ensuite (pour la forme) une gauche qui multiplierait les initiatives « antisystème », comme celle du salaire minimum, et où des voix se feraient entendre, comme celle de Beat Ringger - secrétaire central du SSP - dans la WOZ, pour défendre par exemple que Simonetta Sommaruga aurait dû sortir du gouvernement le 9 février... Il met ainsi en scène une situation de crise politique dans une législature « placée sous le signe de la discordance ». D'autant, comme il le souligne pesamment, que la concordance n'est pas un principe constitutionnel et que Blocher ou Ringger peuvent y attenter sans encourir les foudres menaçant ceux qui violent l'ordre constitutionnel.

Cette construction vise sans doute d'abord à plaider pour le renforcement d'un bloc de « centre-droit », avec ces « partis coincés entre les fronts » des deux formations « conflictuelles », à droite et à gauche, et qui sont aujourd'hui « trop faibles pour forger à eux seuls des compromis politiques » tenant la route. Un message qui, comme la relativisation inhabituelle des règles de la sacro-sainte concordance, pourrait se lire comme la perspective de construire un bloc bourgeois contre les nationaux-populistes de l'UDC, qui mettraient décidément trop de sable dans les rouages des relations économiques avec l'UE.

La consolidation d'un tel bloc, serait dans l'esprit de la grande coalition en Allemagne, du

gouvernement de Renzi en Italie qui tend la main à Berlusconi ou du triumvirat, Juppé en tête, qui tente de remonter un pôle de centre-droite en France face au FN... Ici, c'est l'UDC dont on cherche à rabattre les prétentions, quitte à faire miroiter la perspective ou la menace de l'éjecter du gouvernement, avec comme bénéfice collatéral d'arrimer encore plus le PS, sous ce prétexte, à son rôle traditionnel de force d'appoint aux politiques et aux « réformes » bourgeoises, rôle dont Berset s'acquitte avec talent.

Mais s'il y a un zeste de vrai dans l'idée d'une « crise » profonde du modèle helvétique que met en scène l'éditorialiste de la NZZ, notamment par rapport à l'Union européenne, cela ne se traduit pas par un ralentissement du rouleau compresseur néolibéral. Il suffit de jeter un œil sur le compte-rendu de la session actuelle des Chambres pour s'en persuader. Pour ne prendre qu'un exemple, ce 4 juin, le Conseil des Etats votait, à l'unanimité - tous partis confondus - le programme d'armement 2014, qui alloue près de 800 millions à Maurer pour acheter de la quincaillerie militaire, comme lot de consolation par rapport aux Gripen refusés. Le reste est à l'avenant. Pas de problème, par exemple, pour trouver au Conseil national une large majorité, le 3 juin, qui accepte de suivre les Etats sur une mesure de plus dans l'« assainissement » de l'Assurance-invalidité par la réduction des rentes pour enfants, mesures qui avaient été, selon le communiqué des Chambres « *mis entre parenthèse en vue de sauver la 6<sup>e</sup> révision de l'AI du naufrage, afin d'éviter un référendum* ».

Bref, la machine fédérale continue de tourner dégageant des consensus ou des majorités : pour l'armée, contre le social... et on pourrait multiplier les exemples rétrogrades, contre le service public, pour des largesses aux riches et pour serrer la vis aux salarié·e·s et aux plus pauvres, contre l'écologie et pour le profit maximum aux actionnaires, etc. Ainsi, il en faudra plus pour mettre en crise ce système de gouvernement... En prendre le chemin demande de notre part de travailler à reconstruire et à crédibiliser un horizon et un projet socialiste, de travailler à développer un front de résistance social et syndical articulé, plongeant des racines dans les lieux de travail et les quartiers populaires... et d'avancer dans la construction à l'échelle nationale d'une gauche anticapitaliste capable de construire et d'animer des coalitions antilibérales qui soient aussi en mesure de marquer des points électoralement.

**Pierre Vanek**

---

**P.-S.**

\* Paru en Suisse dans « solidarités » n° 250 (18/06/2014).